

- | | |
|------------------------------------|------------------------------|
| 42 Thiry (Monique). | 21 Binhas (Pierrette). |
| 43 Escapil-Inchauspe (Anne-Marie). | 24 Mitanchet (Christiane). |
| 44 Blanc (Simone). | 23 Huitier (Françoise). |
| 45 Bouleillon (Marcelle). | 24 De Coriolis (Laurence). |
| 46 Feugeas (Marie-Claire). | 25 Chatelard (Marie-Claire). |
| 47 Goguel (Ariane). | 26 Ragot (Claire). |
| 48 Gerard (Alice). | 27 Fontaine (Eveline). |
| 49 Veyssié (Jacqueline). | 28 Agie (Suzanne). |
| 20 Dufort (Josette). | 28 Bourdet (Janine). |

2° Sont proposées pour une bourse de licence:

- | | |
|-------------------------|--------------------------|
| Miles | 35 Roth (Suzanne). |
| 30 Bes (Suzanne). | 35 Thomas (Claudine). |
| 31 Collet (Simone). | 37 Canipei (Jacqueline). |
| 32 Rozenblum (Renée). | 38 Basile (Jeanine). |
| 33 Thelier (Huguette). | 39 Hotel (Edmonde). |
| 34 Gonnard (Françoise). | 40 Gaillard (Françoise). |

Le taux des bourses de licence et les facultés des lettres ou elles seront attribuées seront fixés ultérieurement.

Liste de classement, du concours de 1952, pour l'entrée à l'école normale supérieure de jeunes filles (section des sciences, groupe I).

Par arrêté du 22 juillet 1952, à la suite du concours de 1952 pour l'entrée à l'école normale supérieure de jeunes filles et pour les bourses de licence (section des sciences):

1° Sont nommées élèves de l'école normale supérieure:

- | | |
|-----------------------|--------------------------|
| Miles | 7 Aubert (Monique). |
| 4 Besson (Françoise). | 8 Merliot (M. Thérèse). |
| 2 Benoit (Geneviève). | 9 Herodote (Christiane). |
| 3 Ange (Monique). | 10 Gausson (Colette). |
| 4 Hugot (Marthe). | 11 Pagliero (Madeleine). |
| 5 Gaulhet (Line). | 12 Bricout (Françoise). |
| 6 Rollet (Nelly). | 13 Louvegnies (Michèle). |

2° Sont proposées pour une bourse de licence:

- | | |
|-------------------------------|--------------------------|
| Miles | 19 Faucher (Josette). |
| 41 Hervé (Marguerite). | 20 Hervier (Françoise). |
| 45 Moreau (Annie). | 21 Chaize (Maryse). |
| 46 Tcherkowsky (Colette). | 22 Beaufre (Jacqueline). |
| 47 Dubois (Huguette). | 23 Bonniard (Geneviève). |
| 48 Chopard-Lallier (Lucette). | 24 Desque (Jacqueline). |

Le taux des bourses de licence et les facultés des sciences où elles seront attribuées seront fixés ultérieurement.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 52-908 du 25 juillet 1952 relatif à la création de centres régionaux associés au conservatoire national des arts et métiers.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret du 22 mai 1920 portant organisation administrative du conservatoire national des arts et métiers;

Vu la loi n° 51-1487 du 31 décembre 1951 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952;

Le conseil d'administration du conservatoire national des arts et métiers entendu,

Décète:

Art. 1^{er}. — Des centres régionaux associés au conservatoire national des arts et métiers peuvent être créés dans les grandes villes de province, dans les conditions prévues aux articles ci-après.

Art. 2. — Les centres associés au conservatoire national des arts et métiers donnent un enseignement magistral public et gratuit, hors des heures ouvrables, et peuvent organiser des travaux de laboratoire pour les élèves agréés dans les mêmes conditions que les élèves du conservatoire national des arts et métiers.

Art. 3. — La nature des cours, leurs programmes ainsi que ceux des travaux de laboratoire sont agréés par décision du directeur du conservatoire national des arts et métiers sur avis conforme du conseil de perfectionnement du conservatoire national des arts et métiers.

Art. 4. — Les centres associés sont autorisés par arrêté du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, après avis favorable du conseil d'administration du conservatoire national des arts et métiers, le conseil de perfectionnement entendu, à la demande d'une association constituée à cette fin et pour leur gestion.

Les universités, les collectivités publiques, les groupements professionnels peuvent apporter leur concours à cette association.

Art. 5. — L'association doit prendre l'engagement de couvrir pendant cinq ans au moins les frais de fonctionnement et les rémunérations du personnel du centre régional sous réserve des dispositions de l'article 6 ci-après.

Art. 6. — La rémunération des chargés de cours est imputable sur le budget du conservatoire national des arts et métiers dans la limite des crédits inscrits à cette fin, soit au budget de l'Etat, soit par subvention versée par les organismes fondateurs des centres associés en conformité d'engagements réguliers.

Art. 7. — Les chargés de cours des centres associés sont choisis par le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports au vu d'une liste de deux noms présentée par le conseil d'administration du conservatoire national des arts et métiers, le conseil de perfectionnement entendu. Les candidatures sont transmises avec son avis par le recteur dans le ressort académique duquel se trouve le centre régional.

Art. 8. — Les élèves des centres régionaux pourront obtenir, après examen, s'ils ont fréquenté régulièrement les cours, des certificats de fin d'année pour les enseignements reconnus équivalents à ceux du conservatoire par le conseil de perfectionnement.

Les titulaires des certificats ainsi décernés ont les mêmes droits que les titulaires des certificats analogues du conservatoire national des arts et métiers.

Il en est de même en ce qui concerne les travaux de laboratoire.

Afin d'assurer l'homogénéité des examens de fin d'année, ils sont présidés par un professeur du conservatoire désigné par le conseil de perfectionnement.

Les procès-verbaux des examens, signés des présidents, sont déposés au secrétariat du conservatoire national des arts et métiers.

Art. 9. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le ministre de l'éducation nationale,

ANDRÉ MARIE.

Le secrétaire d'Etat au budget,

JEAN-MOREAU.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

JEAN MASSON.

Décret du 25 juillet 1952 modifiant la liste des diplômes exigés des candidats du certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports.

Le président du conseil des ministres,

Vu le décret du 17 octobre 1945 portant organisation de l'inspection générale et de l'inspection des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire;

Vu le décret du 17 juin 1946 portant organisation provisoire du corps de l'inspection de la direction générale de l'éducation physique et des sports;

Vu le décret du 27 novembre 1946 portant organisation des services extérieurs du sous-secrétariat d'Etat à l'éducation nationale (jeunesse et sports);

Vu la loi du 19 octobre 1946 (notamment l'article 2) portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret du 3 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation de certaines règles relatives au statut particulier (recrutement et titularisation) des inspecteurs de la jeunesse et des sports;

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Décète:

Art. 1^{er}. — Le deuxième alinéa de l'article 2 du décret du 3 juillet 1951 susvisé est annulé et remplacé par le suivant:

« Soit posséder un des diplômes ou certificats suivants: doctorat en médecine, certificat attestant qu'ils sont anciens élèves de l'école normale supérieure ou de l'école normale supérieure de jeunes filles. »

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques;

Le ministre de l'éducation nationale,

ANDRÉ MARIE.

Le secrétaire d'Etat au budget,

JEAN-MOREAU.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

JEAN MASSON.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

GUY PETIT.

Création de certificats d'aptitude professionnelle.

Par arrêtés du 7 juillet 1952, ont été créés dans le département de la Charente les trois certificats d'aptitude professionnelle de boucher, charcutier, pâtissier confiseur.

Par arrêté du 15 juillet 1952, il a été créé dans le département de la Corrèze un certificat d'aptitude professionnelle de conducteur de machines agricoles.

Concours d'admission en section normale de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret du 6 décembre 1927 portant réorganisation de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1949 fixant les conditions d'admission dans cet établissement;

Sur proposition du directeur général de l'enseignement technique,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Le nombre des places mises au concours en 1952, pour l'admission en section normale de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres est fixé à:

Douze pour les élèves français.

Deux pour les élèves étrangers.

Art. 2. — Les épreuves de l'examen préparatoire commenceront le 22 septembre 1952.

Art. 3. — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1952.

Pour le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, et par délégation:

Le directeur du cabinet,

MARCEL REVERDY.

Création d'une section technique au collège moderne de garçons de Concarneau (Finistère).

Par arrêté en date du 16 juillet 1952, une section technique d'enseignement industriel est créée au collège moderne de garçons de Concarneau (Finistère).

Création d'une section d'enseignement technique au collège classique et moderne de garçons de Loudun (Vienne).

Par arrêté en date du 16 juillet 1952, une section technique mixte d'enseignement commercial est créée au collège classique et moderne de garçons de Loudun (Vienne).

Suppression de la section professionnelle du cours complémentaire de garçons de Murat (Cantal).

Par arrêté en date du 16 juillet 1952, la section professionnelle d'enseignement industriel et d'artisanat rural du cours complémentaire de garçons de Murat (Cantal) est supprimée.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret du 25 juillet 1952 portant classement et déclassement de la route nationale n° 10 dans la traversée de Poitiers.

Par décret en date du 25 juillet 1952:

Est classé dans la voirie nationale le nouveau tracé de la route nationale n° 10, compris entre le carrefour de la porte de Paris et le boulevard du Grand-Cerf, à Poitiers, et figuré en rose sur le plan au 1/500 susvisé, qui restera annexé au présent décret.

Est déclassée la partie de l'ancien tracé de la R. N. n° 10 comprenant le boulevard Jeanne-d'Arc et la section du boulevard du Grand-Cerf, située entre le boulevard Jeanne-d'Arc et la rue Champagne. Ces classement et déclassement prendront effet à dater de la publication du présent décret.

Décret du 25 juillet 1952 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux à réaliser en vue de l'aménagement de la base aéronautique navale de Cuers-Pierrefeu (Var).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du secrétaire d'Etat à la marine et du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu le décret n° 49-71 du 11 janvier 1949 fixant les attributions respectives du secrétaire d'Etat à la marine et du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme en ce qui concerne les installations immobilières nécessaires à l'aéronautique navale, et notamment l'article 2;

Vu la loi n° 51-33 du 6 janvier 1951;

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires;

Vu l'avis favorable émis par la commission de contrôle des opérations immobilières, poursuivies par les services publics le 3 janvier 1952,

Décète:

Art. 1^{er}. — Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux à exécuter pour le compte du ministère de la défense nationale (service central de l'aéronautique navale), en vue d'aménager la base aéronautique navale de Cuers-Pierrefeu (Var).

Art. 2. — En vue de permettre la réalisation de ces opérations, l'Etat est autorisé à procéder à l'acquisition de terrains d'une superficie totale de 32 hectares 73 ares 13 centiares environ, situés sur les territoires des communes de Cuers, de Pierrefeu et de Puget-Ville figurés et désignés sur les plan et état parcellaires joints au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre de la défense nationale et le secrétaire d'Etat à la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

ANDRÉ MORICE.

Le ministre de la défense nationale,

R. FLEVEN.

Le secrétaire d'Etat à la marine,

JACQUES GAVINI.